#PAGOF

Projet d'appui
aux gouvernements
ouverts francophones

Séminaire Régional

Le livret du participant

Ce livret appartient à :

Prénom……..

Nom……

Abidjan
Radisson Blu Hotel
5-6 novembre 2019

Ce séminaire est organisé par

Et financé par

Le #PAGOF s'inscrit dans le cadre du Partenariat pour un gouvernement ouvert

Ce séminaire est organisé sous l'égide de

Ce séminaire est animé par

Séminaire #PAGOF – Abidjan

5 – 6 novembre 2019

Pourquoi un séminaire ?

Contexte

Lors de sa coprésidence du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO - sept. 16-sept. 17), et dans le cadre de son Plan d'Action National 2018-2020, la France s'est engagée à soutenir la transparence de l'action publique au niveau international en affichant un soutien aux pays francophones dans la mise en œuvre de leur plan d'action. Le Gouvernement français a ainsi décidé de mettre en place, via un financement de l'AFD, le Projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (#PAGOF).

Confié à Expertise France (Agence française d'Expertise technique Internationale) et CFi (Agence Française de développement médias) ce projet d'Assistance technique, d'une durée de 3 ans, à destination des pays d'Afrique francophones, vise à accompagner ces derniers dans la mise en œuvre de leur réforme de gouvernement ouvert. Ce volet cible en priorité les 3 pays déjà membres du PGO en 2017, à savoir la Tunisie, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire.

Le PAGOF vise également à sensibiliser et soutenir les efforts des pays d'Afrique francophone dans leur démarche d'adhésion au PGO (volet régional du projet). A cet égard, un séminaire régional est organisé chaque année afin de rassembler les pays francophones africains autour du Gouvernement ouvert et d'échanger sur les bonnes pratiques liées au PGO tout en soutenant les pays qui souhaiteraient y adhérer. Le premier Séminaire PAGOF s'est tenu en novembre 2018 à Tunis.

Objectifs

Objectif 1

Valoriser et partager au niveau régional, les bonnes pratiques et les expériences réussies de gouvernement ouvert dans les pays déjà membres du PGO et bénéficiaires du #PAGOF que sont la Tunisie, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire et à destination des pays souhaitant adhérer.

Objectif 2

Créer une dynamique et un effet d'entraînement des autres pays d'Afrique francophone vers le PGO. Entre autres, il s'agit d'accompagner ces pays d'Afrique francophone dans l'atteinte des critères d'adhésion au PGO, permettant ainsi une présence accrue de ces derniers dans cette initiative, tout en se basant sur l'expérience acquise des pays déjà membres.

Objectif 3

Donner et partager des outils de gouvernement ouvert en langue française qui pourront utilement être complétés et répliqués dans tous les pays.

Organisation

Au cours de ces deux jours, experts et praticiens présenteront les nouvelles tendances et les bonnes pratiques internationales. Le séminaire sera aussi l'occasion de mettre en avant les expériences nationales et projets réussis pour en tirer de bonnes pratiques à dupliquer. Les travaux de la conférence se dérouleront en langue française.

Le lexique utile de la conférence

Civitech

(abréviation de civic technology ou technologie civique) représente l'ensemble des procédés, outils et technologies utilisés pour renforcer l'ouverture et la transparence du gouvernement et des autorités locales mais également la participation citoyenne.

Collaboration

Elle constitue la pierre angulaire du gouvernement ouvert, à savoir la co-construction et co-élaboration de l'action gouvernementale avec la société civile. Le gouvernement et l'ensemble des composantes de la société civile (citoyens, entreprises, médias, OSC) sont incités à travailler ensemble pour une meilleure efficacité de l'action publique et une plus grande adéquation de cette dernière aux besoins du citoyen.

Données ouvertes

Données qu'un organisme met à disposition de tous, sous forme de fichiers numériques, dans un format exploitable informatiquement, gratuitement, afin de permettre leur réutilisation.

Enquête sur le budget ouvert (Open Budget Survey)

Lancé en 2006 par l'International Budget Partnership (IBP), l'EBO est la seule évaluation indépendante et comparative au monde des trois piliers de la responsabilité budgétaire publique : la transparence, la surveillance et la participation du public.

Initiative internationale sur la transparence de l'aide (IATI)

Regroupant 59 grands partenaires (Etats, fondations ...), son objectif est de rendre l'information sur l'aide publique et privée plus disponible et accessible, afin d'améliorer la responsabilité, la prévisibilité, l'efficacité de l'aide et de réduire les coûts de transaction.

Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE)

En anglais Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) est une organisation internationale à but non lucratif, chargée de maintenir à jour et superviser la mise en œuvre d'une norme mondiale pour la promotion d'une gouvernance ouverte et redevable des ressources pétrolières, gazières et minérales. Lancée en 2003, l'objectif de cette norme est d'évaluer dans quelle mesure les revenus des ressources pétrolières, gazières et minérales d'un pays sont gérées de manière transparente.

Gouvernement ouvert

Une culture de gouvernance qui promeut les principes de transparence, d'intégrité, de redevabilité et de participation des parties prenantes, au service de la démocratie, de la croissance inclusive et de l'efficacité du service public. Elle établit que les citoyens ont le droit d'accéder aux documents et aux procédures de leurs gouvernements afin de favoriser une transparence et une responsabilisation accrue et de donner aux citoyens les moyens nécessaires pour contrôler, superviser et prendre part aux décisions gouvernementales et locales.

Logiciel libre

C'est un logiciel dont l'utilisation, l'étude, la modification et la duplication en vue de sa diffusion sont permises, techniquement et légalement. Ceci afin de garantir certaines libertés induites, dont le contrôle du programme par l'utilisateur et la possibilité de partage entre individus.

Mécanisme indépendant d'évaluation

Le mécanisme indépendant d'évaluation (IRM, Independent reporing Mechanism en anglais) est une procédure au sein du PGO permettant de mettre en œuvre une évaluation externe et indépendante des plans d'action nationaux et de leur bonne application par les Etats membres.

Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO)

Initiative multilatérale qui rassemble à ce jour 80 pays membres ainsi que 1000 organisations de la société civile. Il visa à (1) favoriser la transparence de l'action publique, (2) améliorer la participation des citoyens à l'élaboration et à l'évaluation des politiques publiques, (3) favoriser l'intégrité de l'action publique et des agents publics, (4) s'appuyer sur l'utilisation des nouvelles technologies en faveur de l'ouverture et de la redevabilité et (5) Favoriser les échanges entre pairs.

Transparence

Elle permet une bonne compréhension du travail gouvernemental par le citoyen et est garante de la confiance entre le citoyen et le « politique » (ex : droit d'accès aux informations ou aux documents administratifs, publication des données publiques dans le cadre d'une stratégie de données ouvertes).

Les participants au séminaire

Les participants

Côte d'Ivoire, pays hôte 2019

AKA N'ZI Larissa Bénédicte
AMANI Alexandre Didier
ANGOUA Chantal
ASSI Monique
BAMBA Aida
BLA KOUASSI Edmond
BOGRAH Alfred
BONY Félix
BINATE Fatoumata
CABROL Dorian
CANGELOSI Julien
DIEDRI Anderson
DAGO DJAHI Lazare
ESSEI Gramin Koffi Charles
GAUTHIER Tia
GOUE Ange Wilfried
KANE EPSE KOFFI Satou Annick
KONAN Noêl
KOUMAN Kouamé Dongo
MANLAN Ehounou Laurent
N'DA Lazare
N'DA KOCO Scariole Marjolaine Esperance
N'GUESSAN ATTOUMBRE Josée
NZI Moro Nicaise Alexandre
OTCHO Lydie Régine Ghaully
SANGARE Yoro
SOUMAHORO Brahima
SYLLA Fatoumata
TAIRU Kaberu
TINGAIN Julien
TOBA Yvonne Lauria Juliana
TRAORE Mamadou
TUO Marie Angèle
YAPI Rose
YAPO Jean-Jacques
YAPO Mickael
YAO AFFOUE Pauline
YOBOUE Michel
ZOGBE Djieba Martine

Bénin

ABISCHAÏ Abraham Akpalla
CHAOU Rodrigue
D'ALMEIDA Séverin
DEHA Gerardo
DOSSOU Sandrine
EZIN Raoul
GBEGAN Wilfrid
HINKATI Alain
KPOVIESSI Aubin
OUROU – KPANDE Aziz
OUSSOU-LIO Apollinaire
THANTAN Maurice
STERKERS Hervé

Burkina Faso

BARRY Sidi
KABORE Etienne
KOUWONOU Eklu
LINGANI Malick
SAWADOGO Jérémie
WANGRE Amadou

Cameroun

BIROKI Samuel
KAMTCHANG Paul Joel
MEIKA Félicité Linda
MOMO Bernard

France

ANGOT Gaelle
CLAEYMEN Léonie
JALLADEAU Pierre
GARCETTE Arnaud
GIRARD Alice
GUEIT Julien
LACOMBLEZ Léa
NOTEBAERT Jérôme

Guinée

DIALLO Alpha Abodulaye
KEITA Mamoudou
SANIKAYI KOUYATE Fodé
TOURE Aminata

Les participants

Madagascar

ANDRIAMINAH Romuald Omer
ANDRIANTSEHENO Balsama
HERY MANANTENASOA Micheline
RAFIDIHARINIRINA Fabienne

Mali

DJIMDE Seydou
DOUMBIA Moustapha
GUINDO Abdoulaye
TOGOLA Tidiani

Maroc

EL HAZZITI Mohammed Anouar
LAASRI LAHLOU Malika
MOURADI Hatim
TOUATI Ayoub

Maurice

JHEENGUT Isswar
PERTAB Lovania

Mauritanie

KHALED Mohammed Yeslem
OUMAR ELIMANE LY Cheikh
OULD AHMED ABDY Said
SOW Oumou
SY Amadou

Niger

AISSAMI TCHIROMA Mahamadou
CHAIBOU Aboubakar
GUIMBA SAIDOU Ibrahima
MOUNKAILA MIDOU Aminoulaye
OUMAROU Adamou
WADA Maman

République du Congo

LONGENDJA Henri Christin
MISENGA MILABYO Godefroid
MPARARO Ernest
NSINGI MAWALALA Odon

Sénégal

DAFF Sidiki Abdoul
DIA Khadidiatou
JAGNE Fatou
KANOUTE Bachir
LYCEE Moustapha
MBAYE Cheikh Fall
MBAYE Seydina Mouhamed
VLADEZ ONANINA Hyppolite

Tchad

ASSANI Salim Azim
BRAHIM Ousmane Mustapha
GAB-LEYLA Guy Daby
SALEH Mahamat Ibrahim

Togo

KOUGBLENOU Pius Kossi

Tunisie

GARNAOUI Rim
GHARBI Sonia
GHEDAMSI Iyed
JARMOUNI Abdelhamid

Institutionnel

NGOM Ousseynou
BANDIAKY Solange

L'équipe de modération

AUVRAY Elisabeth
BARRE François
GAYRARD AUZET Isabelle
KOUADIO BOBKI Edem
KRAIDI Agnès
LEBRUN Anne-Laure

L'équipe d'organisation

ABRIVARD Julie
ANGOUA Chantal
BECLE Emilie
NKOA Nicole
SABRI Asma
TAPSOBA Cédric
TINGAIN Julien

La charte de bonne conduite

Afin de permettre au Séminaire PAGOF 2019 de se dérouler de la façon la plus agréable et harmonieuse possible, nous devons toutes et tous – organisateurs, animateurs, intervenants et participants - nous engager à respecter des règles de courtoisie, de bonne conduite et de bienveillance. Merci !

L'exactitude est la politesse des rois !

Veillons à ne pas être en retard pour nos divers rendez-vous au cours du séminaire : transports, accueil du matin, plénière, pauses détente et restauration, ateliers, cocktail dînatoire.

Les téléphones portables ne sont pas toujours nos meilleurs amis !

Plaçons-les sur silencieux lors des plénières et des ateliers ; et de façon générale, tout au long du séminaire, veillons à réduire l'intensité de la sonnerie.

La courtoisie est notre crédo !

Nos messages, SMS ou autres, seront bienveillants, et nos sourires viendront illuminer ces journées de rencontres et de partages.

L'assiduité est votre alliée !

Ne pas assister aux activités du Séminaire, c'est perdre en cohérence et en efficacité pour aider votre pays à s'approcher toujours plus près du Gouvernement Ouvert. Quel dommage !

Ne pas se couper la parole !

C'est permettre à l'orateur d'aller jusqu'au bout de sa pensée, et à l'auditeur d'en recueillir tous les fruits. Et c'est également être poli et sympa !

Participer à un séminaire, c'est accepter la proximité et la diversité !

Soyons respectueux entre nous tous, entre hommes et femmes, entre générations, entre cultures, et auprès de personnes différentes.

La vie est plus belle dans un lieu propre !

Veillons à ne rien jeter à terre, des poubelles jalonnent le parcours du Séminaire pour recueillir nos déchets.

Nous sommes solidaires !

Si nous trouvons un objet abandonné – livret du participant nominatif, téléphone portable, ordinateur, tablette, sac, porte-documents… - nous le rapportons immédiatement aux personnes chargées de l'accueil.

Ne pas perdre le nord !

Si nous égarons un objet, nous devons aller le signaler aux personnes chargées de l'accueil.

Des questions pertinentes dans un état d'esprit positif !

Lors des échanges avec les conférenciers après chaque table ronde, nous préparons au préalable notre question et veillons à ce qu'elle soit cohérente avec les sujets soulevés, synthétique, constructive et respectueuse de l'interlocuteur.

Le programme du séminaire

Mardi 5 novembre

8h15 – 9h00 Accueil au Radisson Blu Hotel

9h00 Cérémonie d'ouverture : discours officiels et allocutions

1. Représentant du Ministère de l'Industrie et des Mines de Côte d'Ivoire
2. Ambassade de France en Côte d'Ivoire : Annick ETIENNE-DIENER, Première Conseillère

10h00 Séance plénière

Panel I - « Le portage politique du gouvernement ouvert : de la stratégie nationale au leadership nécessaire »

Modération : Isabelle GAYRARD AUZET, RevolutionR

Interventions :

Ousseynou NGOM, Unité de soutien du PGO pour l'Afrique de l'Ouest

Chantal ANGOUA, Côte d'Ivoire, Point focal PGO pour l'Administration, Conseiller Technique Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME

Paul-Joel KAMTCHANG, Cameroun, association ADISI Cameroun

Cheikh Fall MBAYE, Sénégal, Directeur de la Promotion de la Bonne Gouvernance, Ministère de la Justice

10h30 Questions et échanges avec le public

11H15 – 11h30 Pause-café

11h30 Séance plénière

Panel II - « L'impact du gouvernement ouvert sur l'environnement économique et social : exemples concrets »

Modération : Isabelle GAYRARD AUZET, RevolutionR

Interventions :

Ousseynou NGOM, Unité de soutien du PGO pour l'Afrique de l'Ouest

Rodrigue CHAOU, Bénin, Directeur Général du Budget, Ministère de l'Economie et des Finances

Lazare DAGO DJAHI, Côte d'Ivoire, Directeur Général de la Décentralisation et du Développement Local, Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation

Bachir KANOUTE, Sénégal, OIDP- Observatoire international de la démocratie participative

12h00 Questions et échanges avec le public

12h45 – 14h00 Déjeuner

14h00 – 15h45 ATELIER PARTIE I.

14h00 Première série d'ateliers en parallèle

Atelier 1 : Médias, Parlement, secteur privé, université et monde académique : des acteurs essentiels du gouvernement ouvert
[Société Civile] Hyppolite VALEZ ONANINA, Africacheck - Sénégal
Le journalisme d'investigation dans un gouvernement ouvert, un parcours laborieux

Atelier 2 : Le droit d'accès à l'information
[Administration] Rim GARNAOUI, Unité de l'administration Electronique – Tunisie
La mise en œuvre de la loi d'accès à l'information : le plan d'action national d'accès à l'information

Atelier 3 : Répondre aux défis de Transparence et Gouvernance financière
[Administration/secteur privé] Mickael YAPO, Groupe digital Afrique Telecom - Cote d'Ivoire
Mettre en place le recouvrement des taxes par voie électronique, entre simplification, efficacité et transparence

Atelier 4 : Du portage politique à la participation citoyenne
[Société civile] Ayoub TOUATI, Sim-Sim - Maroc
Présentation de Noucharik.ma, plateforme dédiée au citoyen pour l'élaboration des propositions de loi

Atelier 5 : Le gouvernement ouvert : un nécessaire ancrage au niveau local
[Société civile] Amadou WANGRE, Association du Monde Rural – Burkina Faso
Organiser des Espaces de Dialogue et d'Interpellation Communautaire (les EDIC)

15h45 – 16h00 Pause café

16h00 Seconde série d'ateliers en parallèle

Atelier 1 : Médias, Parlement, secteur privé, université et monde académique : des acteurs essentiels du gouvernement ouvert
[Société civile] Malika LAASRI LAHLOU, Ecole d'Intelligence Collective (UM VI P) - Maroc
La place des universités et du monde académique dans la diffusion du gouvernement ouvert

Atelier 2 : Le droit d'accès à l'information
[Société civile] Henri Christin LONGENDIA, Collectif 24 - RDC
Présentation des Cafés Press Info, un outil de promotion du droit d'accès à l'information

Atelier 3 : Répondre aux défis de Transparence et Gouvernance financière
[Société civile] Seydina Mohamed MBAYE, ONG 3D - Sénégal
Plateforme Sunubudget : plateforme numérique de suivi, de mesure et d'information budgétaire

Atelier 4 : Du portage politique à la participation citoyenne
[Administration] Sidi BARRY, Secrétariat Permanant à la Bonne Gouvernance et à la Modernisation de l'Administration, Burkina Faso
Le processus de co-construction du Plan d'Action National PGO au Burkina Faso : visibilité et portage politique, deux éléments essentiels de réussite

Atelier 5 : Le gouvernement ouvert : un nécessaire ancrage au niveau local
[Administration] Jean-Jacques YAPO, Direction Générale de la Décentralisation et du Développement Local, Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Cote d'Ivoire
La mise en place du budget participatif dans les communes ivoiriennes

18h00 Cocktail dinatoire

Mercredi 6 novembre

8h30 Accueil - Point de lancement

9h00 – 10h45 ATELIER PARTIE II.

9h00 Troisième série d'ateliers en parallèle

Atelier 1 : Médias, Parlement, secteur privé, université et monde académique : des acteurs essentiels du gouvernement ouvert
[Société civile] Iyed GHEDAMSI, Al Bawsala – Tunisie
Présentation de Marsad Majles, plateforme d'accès aux informations liées à l'exercice politique des élus du Parlement

Atelier 2 : Le droit d'accès à l'information
[Administration] Hatim MOURADI, Direction de la Modernisation de l'Administration, Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration - Maroc
La mise en œuvre de la loi d'accès à l'information : Dispositions Organisationnelles et Technologiques

Atelier 3 : Répondre aux défis de Transparence et Gouvernance financière
[Administration] Guy Dabi GAB-LEYBA, Observatoire Tchadien des Finances Publiques - Tchad
Présentation de l'outil OPEN BUDGET TCHAD

Atelier 4 : Du portage politique à la participation citoyenne
[Société Civile] Julien TINGAIN, PSCI-PGO – Côte d'Ivoire
Renforcer le rôle de la société civile par la redynamisation de la plateforme de la société civile ivoirienne PGO

Atelier 5 : Le gouvernement ouvert : un nécessaire ancrage au niveau local
[Société civile] Hervé STERKERS, Cité.bj - Bénin
Promotion de la civi-tech au Bénin pour une démocratie locale participative

10h45 – 11h00 Pause café

11h00 – 12h45 ATELIER PARTIE II.

11h00 Quatrième série d'ateliers en parallèle

Atelier 1 : Médias, Parlement, secteur privé, université et monde académique : des acteurs essentiels du gouvernement ouvert
[Secteur privé] Julien CANGELOSI, French Tech Abidjan – France
Présentation d'un outil French Tech Abidjan

Atelier 2 : Le droit d'accès à l'information
[Société civile] Omer ANDRIAMINAH, Transparency International –MG - Madagascar
Les moyens et outils des journalistes d'investigation dans la lutte contre la corruption

Atelier 3 : Répondre aux défis de Transparence et Gouvernance financière
[Société civile] Solange BANDIAKY, Partners Global - Nigeria
Le CivicHub au Nigeria : outils sur la lutte contre la corruption pour combler le fossé de l'information entre les citoyens et le gouvernement

Atelier 4 : Du portage politique à la participation citoyenne
[Société civile] Paul –Joël KAMTCHANG, ADISI – Cameroun
Comment mettre en place un groupe de travail mixte (OSC/admin) pour l'adhésion au PGO dans un pays non membre du PGO

Atelier 5 : Le gouvernement ouvert : un nécessaire ancrage au niveau local
[Administration] Sonia GHARBI, Unité de l'administration Electronique – Tunisie
Stratégie, mise en œuvre et perspective du gouvernement ouvert : l'exemple de 12 municipalités en Tunisie

12h45 – 14h00 Déjeuner

14h00 – 16h30 Séance de clôture et restitution collective des 5 thèmes

Présentation du site PAGOF, une plateforme francophone de capitalisation des outils du gouvernement ouvert

Synthèse et restitution collective des 5 thèmes

Mot de Clôture, Directeur de l'Agence de l'AFD en Côte d'Ivoire

Les thèmes du séminaire

Le séminaire se structure autour de cinq grandes thématiques fondamentales pour réussir l'ouverture d'un gouvernement. Elles reprennent les critères d'éligibilité principaux pour l'adhésion au PGO.

Thème 1

Médias, Parlement, secteur privé, université et monde académique : des acteurs essentiels du gouvernement ouvert

Contexte

Le PGO repose sur une dynamique unifiée entre administration et société civile. Ces deux écosystèmes majeurs complémentaires dans l'équilibre du Gouvernement Ouvert se composent chacun de nombreux acteurs différents dont l'importance n'est pas toujours placée, à tort, au premier plan, et varie selon les pays. Si les prérogatives du Parlement ne sont pas toujours des plus visibles, il s'avère un rouage essentiel en termes de représentativité citoyenne, de transparence, de contrôle et d'éthique au cœur de la société. Le secteur académique et l'université sont incontournables pour diffuser l'esprit du Gouvernement Ouvert par de la sensibilisation et de la pédagogie auprès des futurs décideurs de la société civile comme de l'administration. Les travaux de la Recherche permettre également de recueillir une énorme quantité d'informations favorisant la définition de nouvelles politiques publiques pertinentes et utiles aux citoyens De même, le secteur privé représente un énorme levier économique qui se doit d'être intégré au PGO, notamment par l'activité innovante de nombreuses start-up et petites entreprises qui utilisent les données publiques pour créer des applications au service de l'intérêt général. Quant aux médias et aux journalistes, leur fonction est de créer le lien entre la société civile, les citoyens, et l'administration, de les sensibiliser au Gouvernement Ouvert et de les informer sur la mise en œuvre des politiques publiques…

Problématique

Certains acteurs du Gouvernement Ouvert mériteraient à gagner en visibilité afin de jouer un rôle majeur. L'administration, comme le citoyen ont tout intérêt à s'appuyer sur leurs compétences, leurs outils, leurs expériences pour améliorer les pratiques et les piliers du gouvernement ouvert. L'enjeu est de révéler leur rôle essentiel en valorisant la nature et le périmètre de leur investissement tout en mettant en lumière la position qu'ils peuvent occuper les uns par rapport aux autres et les synergies efficientes qui en découlent.

Questions à explorer

- Quel rôle donner au Parlement dans le gouvernement ouvert, quels liens établir entre celui-ci et les citoyens pour améliorer la participation citoyenne, quel moyen de contrôle « ouvert » pour le citoyen sur ses élus ?
- Quelle est la place de l'université et de la formation académique dans la diffusion des principes et pratiques du gouvernement ouvert, comment sensibiliser les futurs dirigeants et contribuer à la mise en œuvre de politique publiques cohérentes avec le Gouvernement Ouvert par des programmes de recherche spécifiques ?
- Les médias et le journalisme sont-ils l'une des clés de voute du gouvernement ouvert ? : information du citoyen, diffusion du gouvernement ouvert, suivi des politiques publiques, journalisme d'investigation, autant de rôles qui les rendent essentiel.
- Quel levier le gouvernement ouvert peut-il avoir sur le secteur privé, l'Innovation, l'agilité et donc sur le domaine économique en général ?

Thème 2

Du portage politique à la participation citoyenne

Contexte

Pour réussir son déploiement, le Gouvernement Ouvert doit incarner une volonté politique portée au plus haut niveau, coordonnée par un centre de gouvernement définissant les enjeux en toute légitimité et suivant une dynamique interministérielle. Son impact auprès des populations découle d'un leadership puissant qui le rende visible et accessible à tous les secteurs de la vie civile et auprès de tous les citoyens, dans un souci d'inclusion pour tous les compartiments de la société. Seule une stratégie nationale d'ensemble peut garantir que les effets positifs des principes et pratiques du gouvernement ouvert soient mis en cohérence, coordonnés, et articulés aux objectifs généraux dans tous les domaines pertinents. La participation citoyenne aux grandes questions gouvernementales prend ainsi tout son sens. Le Rapport de l'OCDE de 2016 a montré comment les principes du gouvernement ouvert font évoluer la relation entre les fonctionnaires et les citoyens, en la rendant plus dynamique, mutuellement bénéfique et fondée sur une confiance réciproque.

Problématique

La construction d'une structure politique centrale, puissante et visible pour porter le PGO est un prérequis. Des moyens techniques, financiers et humains doivent être mobilisés.

L'enjeu du Gouvernement Ouvert, c'est aussi, à la base, de réussir l'inclusion de la société tout entière c'est-à-dire atteindre et modifier en profondeur les systèmes politiques sociaux-économiques existants.

Ainsi, un Gouvernement ouvert efficace repose à la fois sur un leadership politique prononcé, portant stratégie unifiée et travaillant avec l'ensemble des acteurs de la société civile.

Questions à explorer

- Comment la stratégie mixte administration/Société civile peut-elle se mettre en place afin d'optimiser les chances d'adhésion d'un pays au PGO ? Quel rôle pour l'administration dans la visibilité du gouvernement ouvert ? Comment faire mieux adhérer la société civile ?
- Dans quelle mesure l'efficacité de l'action publique et des politiques sectorielles passe-t-elle par la participation citoyenne grâce à la co-construction de plan commun, à l'élaboration commun de projets de loi ?
- Parmi les outils dédiés au gouvernement ouvert, comment le numérique occupe-t-il une place majeure pour opérer des actions concrètes à spectre large auprès des citoyens ? Et au-delà du numérique, comment la société civile peut-elle se structurer afin de mieux répondre aux défis du gouvernement ouvert ?

Thème 3
Le droit d'accès à l'information

Contexte

L'accès à l'information constitue un des critères d'éligibilité au PGO. C'est un droit fondamental pour l'ensemble de la population, aux contours variables et aux enjeux multiples intégrant la visibilité des idées, l'acquisition des connaissances, la transparence des politiques publiques, l'accès aux données gouvernementales ouvertes, gratuites et réutilisables, le principe de redevabilité… Grâce notamment aux plateformes et outils médiatiques, le citoyen, où qu'il se trouve, peut en retour s'exprimer et réagir aux informations reçues, faire circuler les campagnes de plaidoyer sur le gouvernement ouvert, évaluer l'efficacité des politiques nationales ou locales à son niveau, surveiller le bon usage des finances publiques… En accédant à l'information, le citoyen devient acteur de son devenir, enjeu majeur de démocratie.

Problématique

Permettre la diffusion et l'accessibilité de l'information et garantir ainsi la transparence sur des sujets sensibles politiques, sociétaux ou financiers, c'est offrir aux populations la possibilité de s'informer, mais aussi d'agir, et de se défendre. Pour réussir ce challenge, les journalistes doivent avoir les moyens de pratiquer leur métier et d'opérer leurs investigations, et les Etats doivent consentir à adopter une loi d'accès à l'information pour garantir le droit et le mettre en pratique. Le citoyen quant à lui doit pouvoir accéder aux documents administratifs, informations et données sur le gouvernement (politique, budget, etc…) pour pouvoir comprendre, participer, co-construire, et suivre l'action publique.

Questions à explorer

- Comment mettre en œuvre la loi d'accès à l'information et rendre ce droit concret et praticable ?
- Quels sont les supports, humains ou techniques, nécessaires à l'accès à l'information ?
- Dans quels mesure les acteurs de la vie civile peuvent-ils intervenir dans l'élaboration de la loi d'accès à l'information auprès des instances législatives ?
- Qui sera garant du bon usage de l'information reçue par les citoyens ?

Thème 4

Le gouvernement ouvert : un nécessaire ancrage au niveau local

Contexte

La vertu première d'un gouvernement efficient, est de savoir s'adresser à toutes les couches de la population et répondre à leurs besoins de notamment en décentralisant son action. Le gouvernement ouvert à l'échelle de la région, ou de la municipalité devient un besoin lié au fait que la décision politique se prend de plus en plus au niveau local et traduit des attentes liées à la vie quotidienne de chacun, bien éloignée des grandes stratégies nationales. De plus, pour rendre au citoyen la place qui lui revient dans la co-construction de l'action publique, celle-ci doit pouvoir se déployer au plus près de ses préoccupations de tous les jours. Aujourd'hui de plus en plus de villes et de régions adhèrent au PGO.

Problématique

Le PGO a fait du gouvernement local ouvert une de ses priorités stratégiques. Pour décliner au niveau local le gouvernement ouvert, les Etats doivent se doter d'outils et de pratiques dédiées. Pour les actionner, il faudra en même temps définir les bonnes pratiques et les bonnes synergies, mobiliser les partenariats et l'ensemble des acteurs locaux pertinents.

Questions à explorer

- Quels mécanismes et outils pour rendre la démocratie participative locale effective ?
- Quelle stratégie adopter pour la mise en place du PGO à l'échelle locale ?
- Quels sont les domaines les plus propices à la participation citoyenne au niveau local (Budget participatif, Espace de consultation, civi-tech, environnement, …)
- Comment la mise en œuvre du gouvernement ouvert au niveau local impacte la vie quotidienne ?

Thème 5
Répondre aux défis de Transparence et Gouvernance financière

Contexte

Le chantier de la transparence financière est un défi majeur pour les pays candidats au PGO aux revêtements multiples. La publication des documents fondamentaux relatifs à la dépense publique et leur mise à jour régulière constituent les éléments de base d'un système budgétaire transparent et responsable. Toute gouvernance financière doit garantir autant son attachement à la vulgarisation des documents financiers pour être accessibles à tous les citoyens, qu'à la lutte contre la corruption pour demeurer un rouage intègre de démocratie. La diversité des solutions émergentes est le fruit bien souvent d'actions mixtes entre la société civile et l'Etat, certaines atteignant déjà un niveau de maturité qui les rendent opérationnelles.

Problématique

La publication des documents budgétaires est une première étape à franchir mais l'enjeu de la transparence financière requiert l'inventivité des acteurs dédiés à cette mission pour contourner les obstacles et défis évidents, pour instaurer la confiance des citoyens et des entreprises dans les institutions publiques et pour rendre le gouvernement davantage responsable et redevable devant l'ensemble des acteurs de la vie civile.

Questions à explorer

- Par quels outils, quels dispositifs, les acteurs de la vie civile peuvent-ils participer à la transparence et gouvernance financière ?
- Quels mécanismes, mesures peuvent être mises en œuvre pour lutter contre la corruption et renforcer la transparence financière ?
- Quelles pistes pour répondre aux défis liés à la transparence financière ?

Les ateliers du Séminaire

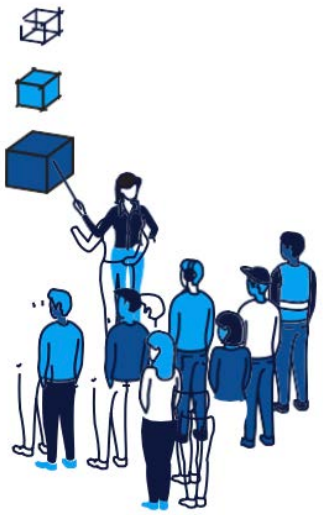
Les ateliers thématiques : Les règles du jeu

Les ateliers vont se dérouler durant les deux jours du séminaire. Pendant ces ateliers nous vous proposons de découvrir des cas concrets d'application des principes du Gouvernement ouvert et d'échanger collectivement sur les meilleurs moyens de mener à bien ce programme.

L'objectif est que vous repartiez de ce séminaire avec des enseignements vous permettant de faciliter la mise en place du Gouvernement ouvert au sein de vos administrations et de la société civile, et que vous rencontriez des gens avec qui vous puissiez partager vos questions, vos réponses et vos expériences.

Vous trouverez ci-contre le déroulé des ateliers thématiques. Chaque atelier se concentre sur une des cinq thématiques et fait appel à des intervenants différents pour chaque session. Ils se dérouleront cependant tous de la manière suivante :

Le déroulé :



Temps 1

L'Intervenant présente la 1ère partie de son projet (10 min)

Après le mot de bienvenue du Modérateur de l'atelier, l'Intervenant présente la première partie du Projet/Outil ou de la Bonne Pratique qui fait l'objet de l'atelier : description synthétique du projet, le contexte économique / culturel / social / politique qui justifie la création de ce concept, et les différentes étapes qui ont mené à sa réalisation. Les Participants sont invités à noter sur les fiches disponibles sur ce livret leurs remarques et leurs questions.

Temps 2

Réflexion par petit groupe (20 min)

Les participants à l'atelier se réunissent par petit groupe, par pays, pour réfléchir au projet présenté. Ils doivent se poser 3 questions fondamentales :

➔ Quels sont les points forts du projet qui vient de vous être présenté ?

➔ Quels sont les freins que vous pourriez rencontrer dans votre pays pour mettre en place une solution comme celle-ci ? (Freins institutionnels, politiques, culturels, juridiques, financiers, pratiques…)

➔ Quels seraient les experts/partenaires de votre pays que vous pourriez solliciter pour y parvenir ? (Administratifs, OSC, politiques locaux ou nationaux…)

Temps 3

Restitution collective du travail de chaque groupe (15 min)

Les participants reprennent leur place et le modérateur les interroge un à un sur la réponse aux 3 questions. Il note sur un paperboard toutes les réponses de façon synthétique sur 3 colonnes, les mots clés, les idées fortes, de façon lisible pour être recopiés par les participants dans leur carnet de notes.

Temps 4

L'intervenant présente la 2nde partie de son projet (10 min)

L'Intervenant décrit les conditions dans lesquelles le projet s'est construit :
➔ Les freins, les obstacles qui se sont présentés au fil des étapes de réalisation.
➔ Les bonnes pratiques à encourager pour réussir un concept similaire.
➔ Les conseils pour se lancer dans un tel projet.

Temps 5

Questions/Réponses entre les Participants et l'Intervenant (15 min)

Les Participants réagissent à ce qui vient d'être exposé par l'Intervenant. Ils posent à main levée leurs questions.

Temps 6
Les enseignements à tirer du projet (10 min)

➔ Le Modérateur pose une dernière question collective : « Quels sont les enseignements généraux et transversaux que l'on peut tirer de cette réalisation ? »
➔ Le Modérateur pose la même question à l'Intervenant : « Quels sont les enseignements généraux que vous avez vous-même tirés de ce projet ? »

Temps 7

Questions finales du Modérateur au public (10 min)

Le Modérateur pose ces deux questions essentielles à la fin de la session :
➔ En quoi ce projet est-il cohérent avec le **Gouvernement Ouvert selon ses 4 principes fondateurs** : La transparence, La participation citoyenne, La collaboration, La redevabilité ?
➔ Comment ce projet peut-il **contribuer à l'éligibilité au PGO** selon les critères qui sont : Transparence budgétaire et fiscale, Accès à l'information, Divulgation du revenu et des avoirs des élus et responsables publics, Participation et engagement des citoyens dans l'action publique ?

Mardi 5 novembre 2019

Note de la séance plénière

Utilisez cet espace pour noter les informations importantes de la Séance plénière

1

Atelier n°1

Thème de l'atelier :

Nom de l'Intervenant :

Temps 1 : présentation du projet de l'Intervenant (20 min)

Utilisez cet espace pour prendre des notes

Temps 2 : réflexion individuelle (10 min)

Prenez un temps pour répondre

Comment pourriez-vous développer cette bonne pratique dans votre pays ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Quel seraient les freins que vous pourriez rencontrer ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Quels partenariats pourriez-vous nouer (administration, organisation de la société civile) pour y parvenir ?

.....

.....

.....

.....

.....

Temps 3 : débat collectif (50 min)

Utilisez cet espace pour prendre des notes

Temps 4 : synthèse finale (15min)

Enseignement 1	Point de vigilance 1
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....

Enseignement 2	Point de vigilance 2
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....

Enseignement 3	Point de vigilance 3
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....

2 Atelier n°2

Thème de l'atelier :

Nom de l'Intervenant :

Temps 1 : présentation du projet de l'Intervenant (20 min)

Utilisez cet espace pour prendre des notes

Temps 2 : réflexion individuelle (10 min)

Prenez un temps pour répondre

Comment pourriez-vous développer cette bonne pratique dans votre pays ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Quel seraient les freins que vous pourriez rencontrer ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Quels partenariats pourriez-vous nouer (administration, organisation de la société civile) pour y parvenir ?

.....

.....

.....

.....

.....

Temps 3 : débat collectif (50 min)

Utilisez cet espace pour prendre des notes

Temps 4 : synthèse finale (15min)

Enseignement 1	Point de vigilance 1
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....

Enseignement 2	Point de vigilance 2
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....

Enseignement 3	Point de vigilance 3
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....

Contact des personnes rencontrées

Utilisez cet espace pour noter les contacts des personnes que vous avez rencontrées durant cette première journée

Nom:

Poste:

Pays:

mail:

tel:

intérêts communs:

Nom:

Poste:

Pays:

mail:

tel:

intérêts communs:

Nom:

Poste:

Pays:

mail:

tel:

intérêts communs:

Nom:

Poste:

Pays:

mail:

tel:

intérêts communs:

Mercredi 6 novembre 2019

3 Atelier n°3

Thème de l'atelier :

Nom de l'Intervenant :

Temps 1 : présentation du projet de l'Intervenant (20 min)

Utilisez cet espace pour prendre des notes

Temps 2 : réflexion individuelle (10 min)

Prenez un temps pour répondre

Comment pourriez-vous développer cette bonne pratique dans votre pays ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Quel seraient les freins que vous pourriez rencontrer ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Quels partenariats pourriez-vous nouer (administration, organisation de la société civile) pour y parvenir ?

.....

.....

.....

.....

.....

Temps 3 : débat collectif (50 min)

Utilisez cet espace pour prendre des notes

Temps 4 : synthèse finale (15min)

Enseignement 1	Point de vigilance 1
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....

Enseignement 2	Point de vigilance 2
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....

Enseignement 3	Point de vigilance 3
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....

4 Atelier n°4

Thème de l'atelier :

Nom de l'Intervenant :

Temps 1 : présentation du projet de l'Intervenant (20 min)

Utilisez cet espace pour prendre des notes

Temps 2 : réflexion individuelle (10 min)

Prenez un temps pour répondre

Comment pourriez-vous développer cette bonne pratique dans votre pays ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Quel seraient les freins que vous pourriez rencontrer ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Quels partenariats pourriez-vous nouer (administration, organisation de la société civile) pour y parvenir ?

.....

.....

.....

.....

.....

Temps 3 : débat collectif (50 min)

Utilisez cet espace pour prendre des notes

Temps 4 : synthèse finale (15min)

Enseignement 1	Point de vigilance 1
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....

Enseignement 2	Point de vigilance 2
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....

Enseignement 3	Point de vigilance 3
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....
.....	.....

Contact des personnes rencontrées

Utilisez cet espace pour noter les contacts des personnes que vous avez rencontrées durant cette première journée

Nom:

Poste:

Pays:

mail:

tel:

intérêts communs:

Nom:

Poste:

Pays:

mail:

tel:

intérêts communs:

Nom:

Poste:

Pays:

mail:

tel:

intérêts communs:

Nom:

Poste:

Pays:

mail:

tel:

intérêts communs:

Séminaire #PAGOF – Tunis

22 – 23 novembre 2018

#PAGOF

Projet d'appui aux gouvernements ouverts francophones

Séminaire Régional

N'hésitez pas à nous envoyer vos retours à *projetpagof@gmail.com*

Ce séminaire est organisé par

CFI DÉVELOPPEMENT MÉDIAS

EXPERTISE FRANCE

Et financé par

AFD AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Le #PAGOF s'inscrit dans le cadre du Partenariat pour un gouvernement ouvert

Open Government Partnership

Abidjan
Radisson Blu Hotel
5–6 novembre 2019